

cier », cela ne fait que refléter l'incompatibilité entre les revendications des travailleurs et le système qui les exploite.

Le but du contrôle ouvrier consiste à imposer à un moment donné le contrôle des travailleurs sur la gestion patronale, et à contraindre le patronat à prendre des mesures contradictoires avec la bonne marche de l'entreprise selon les critères patronaux, de la branche d'industrie de l'économie, mais que les travailleurs peuvent imposer, car ils sont les plus forts.

Le contrôle ouvrier n'est pas à l'heure actuelle « plaqué » sur les luttes ouvrières. Au contraire, la situation politique, les formes de lutte et la volonté de combat de la classe ouvrière, les revendications mises en avant, vont dans le sens du contrôle ouvrier.

La mise en place du contrôle ouvrier implique que la bourgeoisie n'ait pas la possibilité de réagir au niveau de l'usine et à celui de toute la société, sans risquer de produire un conflit encore plus grave — il suppose donc non seulement la mobilisation des travailleurs de l'entreprise ou de la branche d'industrie concernée, mais un affaiblissement du pouvoir central, et une mobilisation de toute la classe ouvrière.

Cette situation peut très bien se produire dans les semaines ou les mois à venir en France.

Le contrôle ouvrier, marque aussi la volonté de la classe ouvrière de prendre en main son propre sort, elle s'oppose à toutes les négociations au sommet pratiquées par les bureaucraties syndicales. Les travailleurs ne « quémangent » plus rien au patron, ils prennent leurs droits, ils ralentissent les cadences...

Ces formes de lutte correspondent précisément aux formes de lutte nouvelles mises en avant par les travailleurs en mai et depuis, à cette volonté de ne plus passer par l'intermédiaire de négociations qui se font dans le dos des travailleurs, mais d'imposer soi-même directement ce dont on a envie.

Spontanément (cf. les travailleurs montant sur les chaînes pour les bloquer à Sochaux, les ouvriers de Renault affichant eux-mêmes les « taux de postes » sur les machines après mai, etc.) la volonté de lutte des travailleurs va dans ce sens.

Enfin, la plupart des luttes ouvrières s'engagent aujourd'hui non seulement sur les questions de revendications de salaires, mais essentiellement sur les conditions de travail (cadences, heures abrutissantes) sur le mode de répartition des salaires (cf. grève Renault), etc.

Toutes ces questions peuvent difficilement faire l'occasion de négociations. Nous l'avons dit au départ, le capitalisme contemporain a besoin de maintenir et renforcer l'arbitraire patronal, il ne peut accepter de voir remises en cause ses prévisions, aussi est-ce seulement la mobilisation et le contrôle des travailleurs qui pourront lui imposer de reculer.

De même le contrôle ouvrier est la réponse à la lutte contre les structures hiérarchiques de l'entreprise qui apparaissent de plus en plus arbitraires au fur et à mesure que la qualification des travailleurs s'élève et qu'ils sont bien plus à même de prendre des décisions que les cadres qui les dirigent.

Le contrôle ouvrier doit naître des nécessités de la lutte.

A l'occasion des licenciements, de fermetures d'usines, les travailleurs répondent par l'exigence de l'ouverture des livres de comptes, et du veto ouvrier sur les licenciements.

Face à tous les problèmes de l'organisation du travail, il ré-